



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

**Missions d'ordonnancement, pilotage et coordination
dans le cadre des travaux liés à la Pharmacie à Usage Intérieur (PUI)
pour le CHRU de NANCY**

CCAP AO_2025_054

SOMMAIRE

1. PRÉSENTATION DE L'ACHETEUR PUBLIC	4
2. PRÉSENTATION DU MARCHÉ PUBLIC	5
2.1 Objet	5
2.2 Identification des différents intervenants.....	6
2.2.1 Maîtrise d'ouvrage	6
2.2.2 Maîtrise d'œuvre	6
2.2.3 Contrôle technique.....	6
2.2.4 Coordination Sécurité et Protection de la Santé	6
2.3 Nomenclatures.....	7
2.4 Allotissement	7
Il n'est pas prévu de d'allotissement compte tenu de la mission.	7
2.4 Forme du marché public	7
2.5 Durée du marché.....	7
4. TEXTES OFFICIELS.....	7
5. PIÈCES CONTRACTUELLES	8
6. PROPRIÉTÉS INTELLECTUELLES	8
6.1 Définitions	8
6.2. Régime des connaissances antérieures.....	8
6.3. Régime des droits de propriété intellectuelle	8
7. DÉTERMINATION ET VARIATION DES PRIX.....	9
7.1 Prix du marché.....	9
7.2 Modalités de révision des prix	9
8. MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	9
8.1 Constations et validation des prestations.....	9
8.2 Dématérialisation des factures.....	10
8.3 Règlement	10
8.4 Délai de paiement.....	10
9. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	11
9.1 Obligations du titulaire - CSPS.....	11
9.2 Prestations modificatives ou supplémentaires	12
10. ACHEVEMENT DE LA MISSION ET ARRET DES PRESTATIONS.....	12
10.1. Achèvement de la mission	12
10.2. Arrêt de l'exécution des prestations	12
11. RÉGIME DES PÉNALITÉS.....	12
12. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ	13

13. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	14
Finalités	14
Caractéristiques des données traitées	14
Droits des personnes concernées	14
Transferts de données.....	15
Sécurisation des données.....	15
Conservation des données	15
14. RESPONSABILITÉS ET ASSURANCE	15
14.1 Responsabilités et limites.....	15
14.2 Assurances	16
15. RÉSILIATION	16
16. EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES	16
17. LITIGES	16
18. MEDiateur INTERNE.....	17
19. LISTE RÉCAPITULATIVE DES DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES	17

1. PRÉSENTATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

Acheteur public coordinateur du groupement : Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy

Représentant du pouvoir adjudicateur : Le Directeur Général du CHRU de Nancy

Adresse postale : 29, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - CO 60034 - 54035 NANCY Cedex

Adresse internet : www.chru-nancy.fr

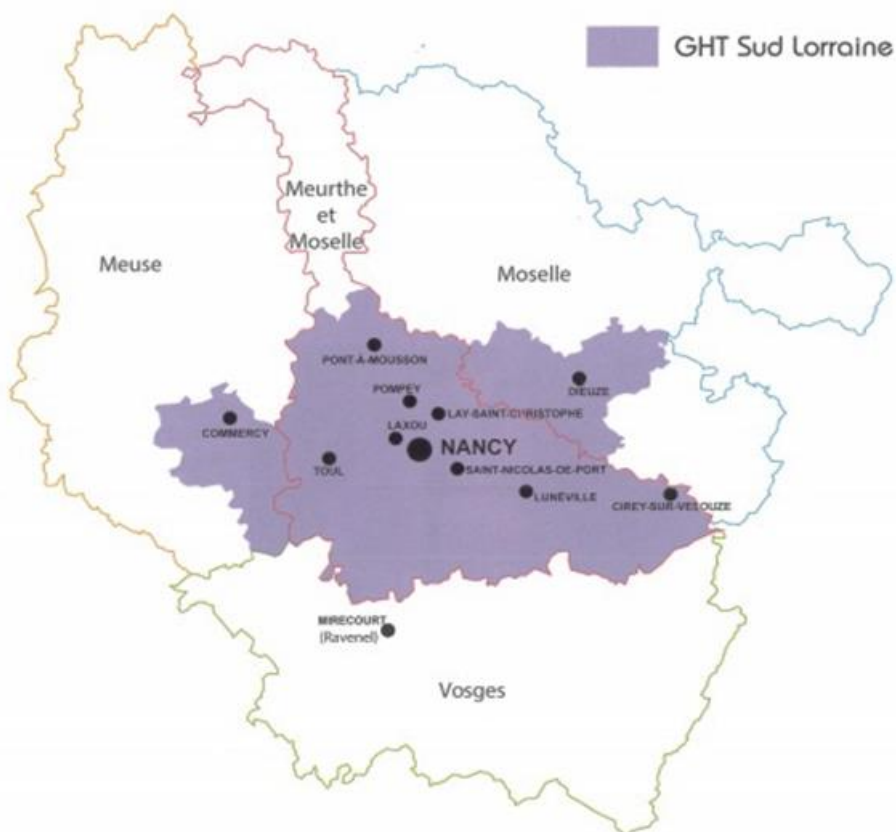
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal Administratif de Nancy - 5 place Carrière - CO 20038 - 54036 Nancy Cedex - Tél : 03.83.17.43.43 - Fax : 03.83.17.43.50 - Courriel : greffe.ta-nancy@juradm.fr

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) Sud Lorraine a été créé, en application de la Loi 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé ayant pour objectif la mise en place d'un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé.

Les 11 établissements membres du GHT Sud Lorraine sont :

- Le Centre Hospitalier Régional Universitaire (CHRU) de Nancy
- Le Centre Hospitalier de Commercy
- Le Centre Hospitalier de Dieuze
- Le Centre Hospitalier de Pompey
- Le Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson
- Le Centre Hospitalier de Toul
- Le Groupement Hospitalier de l'Est Meurthe-et-Mosellan (GHEMM) regroupant :
 - le CH de Lunéville
 - le CH de Saint-Nicolas-de-Port
 - le CH 3H Santé
- L'Etablissement public en santé mentale de Nancy à Laxou
- L'Etablissement public en santé mentale de Ravenel à Mirecourt



Le CHRU de Nancy, désigné établissement support, assure, depuis le 1er janvier 2018, la responsabilité de la fonction achat pour le compte des établissements parties du GHT.

Il devient à ce titre pouvoir adjudicateur unique pour l'ensemble des établissements parties au GHT.

Conformément à l'article R 6132-16 du Code de Santé Publique, la fonction achat comprend les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat en exploitation et en investissement ;
- La planification et la passation des marchés publics conformément aux dispositions du code de la commande publique ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Les établissements parties assurent, pour ce qui les concerne, l'exécution des marchés publics (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, application des pénalités, règlement des factures...).

RELATION FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES

Le CHRU de Nancy a obtenu la labellisation « **Relations fournisseurs et Achats responsables** » (RFAR), créé par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats (CNA). Le CHRU de Nancy est le premier établissement sanitaire de France à avoir obtenu ce label qui lui a été attribué en novembre 2022 par le comité de labellisation à l'unanimité et sans réserve.

Adossé à la norme ISO 20400, le label valide les démarches de transformation et de professionnalisation de la fonction achat de l'établissement et notamment tous les efforts en faveur de la RSE et de la transparence.

Afin d'encourager et harmoniser les bonnes pratiques, le GHT Sud Lorraine invite les titulaires de ses marchés publics, à prendre connaissance des principes et exigences de la charte RFAR.

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Nancy de toute démarche entreprise par lui ou par ses sous-traitants en la matière, notamment en cas de signature de « la charte RFAR », ou de mesures prises pour intégrer les recommandations d'autres normes ou label, telles que la norme ISO 20400 « Achats Responsable - ligne directrice », dans ses processus internes.

La médiation des entreprises - en association avec le Conseil National des achats (CNA)- pourra accompagner le titulaire et/ou ses sous-traitants dans cette démarche. Pour toute information : <http://www.rfar.fr/>

2. PRÉSENTATION DU MARCHÉ PUBLIC

2.1 Objet

Le présent marché a pour objet la mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination (OPC) dans le cadre des travaux liés à la Pharmacie à Usage Intérieur (PUI) pour le CHRU de NANCY.

Le descriptif des prestations attendues est détaillé dans le CCTP et le CDPGF.

CONTENU DE LA MISSION	
Elément de mission n°01	Phase consultation des entreprises
Elément de mission n°02	Phase préparation des travaux
Elément de mission n°03	Phase exécution des travaux
Elément de mission n°04	Phase réception / Réserves

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : CHRU de Nancy - site de Brabois - Rue du Morvan 54 511 VANDOEUVRE LES NANCY

Coût Prévisionnel Travaux : 10 000 000,00€ HT (Y compris VRD)

Coût Prévisionnel Equipement : 3 750 000,00€ HT

L'opération de travaux est allotie de la manière suivante :

Désignation des lots de travaux	
Lot n° 1	Désamiantage Déconstruction
Lot n° 2	GROS OEUVRE VRD INCLUS DEMOLITION
Lot n° 3	Charpente métallique
Lot n° 4	FACADES
Lot n° 5	Couverture - Charpente - Etanchéité - Bardages
Lot n° 6	MENUISERIE EXTERIEURE
Lot n° 7	CVC - CALORIFUGE
Lot n° 8	PLOMBERIE
Lot n° 9	FLUIDES MEDICAUX
Lot n° 10	Electricité
Lot n° 11	DETECTION INCENDIE
Lot n° 12	SERRURERIE
Lot n° 13	Porte électrique
Lot n° 14	MENUISERIE INTERIEURE ET AGENCEMENT
Lot n° 15	REKETEMENT DE SOLS
Lot n° 16	PEINTURE
Lot n° 17	Plâtrerie
Lot n° 18	ASCENSEURS

Le descriptif des prestations attendues est détaillé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.2 Identification des différents intervenants

2.2.1 Maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est le **CHRU de NANCY**.

Le représentant du maître de l'ouvrage est le directeur général, **Arnaud VANNESTE**.

2.2.2 Maîtrise d'œuvre

L'établissement délègue la maîtrise d'œuvre **CABINET D'ARCHITECTURE ATELIER 234**.

2.2.3 Contrôle technique

Les travaux à réaliser sont soumis au contrôle technique prévu par la loi du 4 janvier 1978 relative à l'assurance construction. Le contrôle technique est assuré par la société **SOCOTEC CONSTRUCTION**.

Missions : LP-PS-ENV-F-PH-TH-HAND-PV-ATT HAND-VRAT-VIELP

2.2.4 Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Le maître d'œuvre définit une politique de sécurité des personnes lors des interventions des prestataires extérieurs dans ses établissements, conformément aux dispositions :
du décret 92-158 du 20 février 1992 (Code du Travail Art. R 237-1 à R 237-28) ou
du décret 94-1159 du 26 décembre 1994

Cette politique se traduit par la mise en place de différentes procédures que les prestataires devront respecter conformément aux dispositions du CCTP et du PGC.

L'établissement assure la coordination générale des mesures de prévention des opérations effectuées sur ses sites ou le délègue à la société **BUREAU VERITAS**.

Opération Catégorie 1
40 Entreprises

2.3 Nomenclatures

Nomenclature des catégories homogènes des fournitures et services (NCHFS) :

71.04 Assistance à maîtrise d'ouvrage travaux

Classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européen (CPV) :

71247000-1 Supervision des travaux de construction

71310000-4 Services de conseil en matière d'ingénierie et de construction

2.4 Allotissement

Il n'est pas prévu de d'allotissement compte tenu de la mission.

2.4 Forme du marché public

Le marché est établi sous la forme d'un marché ordinaire.

2.5 Durée du marché

Le présent marché est conclu à compter de la date de notification pour une durée correspondant à la période de réalisation des travaux, telle que définie dans le calendrier prévisionnel jusqu'à lors de la levée des dernières réserves.

Les délais prévisionnels sont définis ci-dessous sans préjudice des éventuelles prolongations résultant de la modification du calendrier des travaux ou de la survenance d'aléas dûment constatés :

- Etudes et Conception : Mars 2025 à Déc 2025
- DCE : décembre 2025 à Mai 2026
- Travaux (compris préparation) : juin 2026 à Fév 2028

4. TEXTES OFFICIELS

Les documents de référence du présent marché public sont :

- **Le code de la commande publique** (partie législative annexée à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et partie réglementaire annexée au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique)
- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI)** - Arrêté du 30 mars 2021

Les documents ainsi listés, non joints au dossier, sont réputés comme connus des fournisseurs.

Ils peuvent être retirés sur le site de la Direction des affaires Juridiques :
<http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics>

5. PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives du marché public sont les suivantes, par ordre de priorité en cas de contradiction entre elles :

- l'Acte d'Engagement (DF_ATTRI1), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses éventuelles annexes
- les cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- l'offre technique et financière du titulaire, dont la note technique, le DPGF,

L'original de chacun de ces documents est conservé dans les archives du Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy.

6. PROPRIÉTÉS INTELLECTUELLES

6.1 Définitions

En complément de l'article 35 du CCAG, les "résultats" désignent notamment les études, inventions, dessins, maquettes, logiciels, les documents écrits ou graphiques sur support matériels ou électroniques, ainsi que les prestations de direction, d'examen, de vérification et de gestion utiles à la réalisation et à l'exploitation, par d'autres opérateurs économiques, des ouvrages ou équipements visés par le marché. En complément de l'article 35 du CCAG, les œuvres protégées par le droit d'auteur comprennent notamment les œuvres de dessin, de peinture, d'architecture, de sculpture, de gravure, de lithographies, les œuvres graphiques et typographiques, les œuvres photographiques et celles réalisées à l'aide de techniques analogue à la photographie, les plans, croquis et ouvrages plastiques relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture et aux sciences, les logiciels, y compris le matériel de conception préparatoire.

6.2. Régime des connaissances antérieures

Par dérogation aux dispositions de l'article 35 du CCAG, les dispositions suivantes s'appliquent : L'OPC met ses connaissances antérieures au service du pouvoir adjudicateur. La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. Le pouvoir adjudicateur, le titulaire du marché et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

6.3. Régime des droits de propriété intellectuelle

Par dérogation aux dispositions de l'article 35 du CCAG, l'acheteur ne pourra réutiliser le résultat des études à des fins commerciales ou des études pour tout tiers.

7. DÉTERMINATION ET VARIATION DES PRIX

7.1 Prix du marché

La rémunération du marché est globale et forfaitaire, ferme la 1^{ère} année et révisable pour les années suivantes.

Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

L'OPC s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise d'ouvrage au titre de la présente opération.

7.2 Modalités de révision des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page de garde de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie publié par l'Insee.

A la demande du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, ils seront révisés à l'occasion de la reconduction des marchés (voir date de l'AR électronique de la notification du marché par le titulaire), soit annuellement, par application d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = 0,15 + 0,85 \times (In / Io)$$

avec :

Io = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

In = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

Le titulaire devra transmettre la nouvelle proposition de prix, par mail à l'adresse générique suivante :

a.charlier2@chru-nancy.fr avec en copie f.rieuf@chru-nancy.fr

La demande de révision des prix devra être adressée par le titulaire au plus tard 3 mois avant la date de reconduction de l'accord-cadre.

8. MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

8.1 Constations et validation des prestations

Les prestations, objet du présent marché, sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations contractuelles.

Le titulaire doit transmettre les livrables attendus ou les éléments de preuve permettant de vérifier que l'élément de mission a bien été exécuté pour le maître d'ouvrage, à l'échéance planifiée.

Pour chaque partie technique / élément de mission, le représentant du maître d'ouvrage dispose d'un délai de 30 jours pour constater si les prestations satisfont aux conditions et exigences prévues par le marché et notifier sa décision de réception, d'ajournement ou de rejet. Ce délai court à partir de la remise des livrables ou éléments de preuve par la société consultante.

Si le représentant du maître d'ouvrage ne notifie pas sa décision dans ce délai, les prestations sont considérées comme satisfaisantes, avec effet à compter de l'expiration du délai.

Réception de la prestation : La réception est prononcée lorsque les documents et/ou les livrables sont conformes aux spécifications énoncées dans le CCAP, le CCTP et l'offre du prestataire.

Ajournement : Le prestataire dispose d'un délai fixé par la décision d'ajournement pour procéder à une nouvelle présentation et effectuer les mises au point nécessaires. Ce délai court à compter de la notification de la décision d'ajournement. Le prestataire dispose d'un délai de quinze jours pour présenter ses observations.

Rejet : En cas de rejet de la prestation, le maître d'ouvrage prononce la résiliation du marché aux torts du prestataire. Ce dernier doit à ses frais, restituer les documents et autres dossiers confiés pour la réalisation de

l'étude. Aucune facture ne pourra être adressée au représentant de l'établissement pilote de l'opération de travaux.

A l'issue de la vérification positive du dernier module du marché, dans un délai de 2 mois maximum, conformément à l'article 28.2 du CCAG-PI, et sous réserve que tous les documents livrables aient été remis par le titulaire, le représentant du maître d'ouvrage prononce la réception de l'ensemble du marché.

La date de prise d'effet de la réception est précisée dans le procès-verbal d'achèvement de la mission.

8.2 Dématérialisation des factures

Les établissements du GHT Sud Lorraine acceptent les factures sous forme dématérialisée en application du décret 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

A cette fin, une solution informatique gratuite et sécurisée CHORUS PRO (accessible à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>) est mise à disposition des fournisseurs et prestataires afin de déposer ou saisir leurs factures sous forme dématérialisée.

Un espace documentaire relatif à l'utilisation de CHORUS PRO par les structures privées est disponible à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

Les établissements rejettent les factures électroniques transmises en dehors de ce portail, en informant la société au préalable. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Ces factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes (cf « DCE_CCAPanx2_Chorus ») :

- le numéro SIRET qui identifiera l'établissement en tant que destinataire de la facture
- le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure, le cas échéant
- le numéro d'engagement = numéro de commande

8.3 Règlement

Les paiements s'effectueront suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Le règlement des sommes dues à l'OPC pour l'exécution des éléments de mission, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

Eléments de mission	Partie technique	Exigibilité
OPC	Élément de mission n°1 relative à l'établissement du calendrier	100% Exigible après approbation de l'élément du planning prévisionnel d'exécution des travaux remis par le titulaire
	Élément de mission n°2,3 et 4	Répartis sous forme d'acomptes mensuels et proportionnels à l'avancement de la phase travaux

Ils seront opérés par mandat administratif au compte courant du titulaire précisé sur l'acte d'engagement.

Les comptables assignataires chargés des paiements sont les trésoriers des établissements adhérents (cf « DCE_CCAPanx1_Comptables Assignataires »).

Si le titulaire a recours à une société d'affacturage, les règlements ne pourraient s'effectuer qu'après la signature du certificat de cession de créance par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire transmet le certificat de cession à la société d'affacturage qui le remettra au comptable accompagné d'un RIB.

8.4 Délai de paiement

Les paiements s'effectueront dans un **délai de 50 jours** :

- à compter de la date de réception de la facture ou du dernier élément permettant le paiement par l'établissement ou
- à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Ces dates sont constatées par les services de l'établissement. A défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au créancier d'apporter la preuve de cette date.

Une suspension du délai de paiement pourra être prononcée jusqu'à l'établissement d'une facture conforme ou la production des pièces nécessaires manquantes, notamment dans les cas suivants :

- Erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- Modification de la raison sociale,
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire.

Par application de l'article L. 2192-13 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement :

- d'intérêts moratoires : Conformément aux dispositions de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros, par application de l'article D. 2192-35 du code de la commande publique.

9. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

9.1 Obligations du titulaire - CSPS

Le titulaire communique directement au Coordonnateur SPS tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

Le titulaire informe le CSPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le titulaire s'engage à :

- fournir au CSPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
- respecter les modalités pratiques de coopération entre le CSPS et les intervenants, définies par le Maître de l'ouvrage.

Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le titulaire doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le CSPS.

Le titulaire vise toutes les observations consignées par le CSPS dans le registre journal de la coordination. Tout différend entre le titulaire et le CSPS est soumis au Maître de l'ouvrage.

Jusqu'à la passation du marché de travaux

Le titulaire communique directement au CSPS les calendriers prévisionnels d'exécution et l'ordonnancement des tâches.

Le titulaire arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

Après la notification du marché de travaux

> Autorité du coordonnateur SPS

Le CSPS doit informer le Maître de l'ouvrage et le titulaire sans délai, et par tout moyen, de toute violation par

les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le Maître de l'ouvrage, après avis du CSPS, sont également consignées dans le registre journal.

> **Moyens donnés au coordonnateur SPS**

Le CPS a libre accès au chantier. Le titulaire communique directement au CSPS l'ordonnancement des tâches et les effectifs correspondants et chaque version du/des calendrier(s) détaillé(s) d'exécution.

9.2 Prestations modificatives ou supplémentaires

Conformément à l'article 23 du chapitre 3 du CCAG-PI, en cas de modification du programme ou de la mission décidée par le maître d'ouvrage, **le marché fait l'objet d'un avenant** selon les modalités suivantes :

La rémunération est adaptée à partir d'une proposition de l'OPC faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission.

Cette proposition fait l'objet d'une négociation.

10. ACHEVEMENT DE LA MISSION ET ARRET DES PRESTATIONS

10.1. Achèvement de la mission

La mission s'achève : soit lors de la levée des dernières réserves ; soit le mois après la production (remise au maître d'ouvrage) de la dernière proposition de réception avec réserves, à condition que le rapport final de chantier ait été remis au maître d'ouvrage.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision de réception établie à la demande du titulaire, par le maître d'ouvrage, dans les conditions de l'article 27 du CCAG-PI.

10.2. Arrêt de l'exécution des prestations

Le RPA se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 1-4 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 20 du CCAG, la décision motivée d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique, donne lieu à indemnité dans les conditions de l'article 33 du CCAG, sauf dans le cas où elle intervient du fait de la défaillance de l'OPC

11. RÉGIME DES PÉNALITÉS

Pour toutes les pénalités applicables au présent accord-cadre, les pénalités commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer des pénalités de retard, il n'est pas tenu d'inviter le titulaire à présenter ses observations.

Livrables	Délais	Points de départs des délais	Pénalités (en euros HT)
Élément de mission n° 1 Calendrier des études d'exécution, calendrier prévisionnel des travaux	Cet élément de mission est compris : - Entre le début de mission d'OPC - et la désignation des entreprises	Réception par le titulaire de la demande du maître de l'ouvrage ou du maître d'œuvre	500 €
Élément de mission n° 2 Préparation, coordination des études d'exécution et planification des travaux	Cet élément de mission est compris : • entre la désignation des entreprises, • et la fin de la période de préparation, tel qu'il résulte des dispositions des marchés travaux.		
Élément de mission n° 3 Coordination et pilotage de chantier	Cet élément de mission est compris : • entre l'ordre de service de début des travaux, • et l'achèvement des travaux, tel qu'il résulte des dispositions des marchés travaux		
Élément de mission n° 4 Réception et levées des réserves	Cet élément de mission est compris : - entre la date de début des opérations préalables à la réception des travaux, - et l'achèvement des levées de réserves, tel qu'il résulte des dispositions des marchés de travaux.		
Rapport de fin de mission	15 jours ouvrés	Date de signature par le maître d'œuvre du procès-verbal de levées des dernières réserves	500 €
Tous éléments de mission - diffusion d'un compte-rendu de réunion	3 jours ouvrés	Date de la réunion	200 €
- mise à jour des calendriers, plannings, dossier/journal de chantier	5 jours ouvrés	Date de la demande du maître de l'ouvrage ou du maître d'œuvre	500 €

Autres pénalités

Pendant la phase de conception et de réalisation

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est pas tenu compte ni du jour de la date réelle de remise du document ni du jour de la date limite. Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, la non-assistance, à un rendez-vous souhaité par le Maître d'Œuvre ou un représentant du Maître d'Ouvrage, conduit à l'application d'une pénalité forfaitaire de 500,00 € HT.

Non-respect des formalités se rapportant au travail dissimulé

En application de l'article L. 8222-6 du Code du Travail, le titulaire encourt une pénalité s'il ne s'acquitte pas des formalités se rapportant au travail dissimulé mentionnées notamment aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail. En cas de non-respect des dispositions susvisées, le Maître d'ouvrage appliquera une pénalité d'un montant égal à 10% du marché. Ce montant ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

12. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire et les établissements membres du GHT Sud Lorraine qui, à l'occasion de l'exécution du présent

marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou des établissements, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché. Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

13. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le(s) établissement(s) bénéficiaire(s) du marché, tel(s) qu'identifié(s) dans le présent CCAP s'engage(nt) à se conformer aux réglementations applicables en matière de protection des données, et, en particulier le Règlement (UE) 2016/79 du parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données - RGPD), et modifiant la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (dite Loi Informatique et Libertés - LIL), conformément aux termes et conditions suivantes.

Le titulaire du marché est considéré comme responsable de traitement indépendant, pour le traitement des données à caractère personnel de l'(des) établissement(s) bénéficiaire(s) traitées dans le cadre de la gestion des relations contractuelles et commerciales. Ainsi, le titulaire veillera à son obligation d'information des personnes concernées de l'(des) établissement(s) par courriel.

Finalités

Les finalités du traitement de données à caractère personnel objet de ce contrat sont :

- Exécuter les missions et le marché, en ce qui concerne les traitements destinés à réaliser les opérations relatives au suivi de la relation contractuelle (contrat, services, factures, comptabilité) entre l'(les) établissement(s) bénéficiaire(s) et le titulaire du marché.
- Respecter les obligations légales applicables à l'(aux) établissement(s) bénéficiaire(s) et au titulaire, en ce concerne le traitement à des fins de facturation et de comptabilité ou la gestion des demandes d'exercice des droits des personnes concernées

Base légale du traitement des données : exécution d'un contrat, intérêt légitime et obligations légales.

Le(s) établissement(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à ne pas utiliser ces données à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été collectées.

Caractéristiques des données traitées

Le(s) établissement(s) bénéficiaire(s) traite(nt), dans le cadre de la gestion des contrats des informations nominatives telles que : les noms, prénoms et coordonnées professionnelles de ses correspondants, ou encore une liste nominative de travailleurs étrangers soumis à l'autorisation de travail.

Droits des personnes concernées

Les personnes concernées pourront exercer leurs droits octroyés par le RGPD et la LIL : accès, rectification, suppression, etc. de leurs données recueillies dans le cadre de ce contrat, auprès du délégué à la protection

des données (DPO) de l'établissement support du GHT Sud Lorraine via l'adresse électronique suivante : dpo@chru-nancy.fr.

Si vous estimez, après l'avoir contacté, que vos droits ne sont pas respectés, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés - CNIL (autorité française de contrôle des données à caractère personnel) pourra recueillir votre réclamation (plainte), sur son site internet : <https://www.cnil.fr/fr/webform/adresser-une-plainte>.

Transferts de données

Le(s) établissement(s) bénéficiaire(s) est (sont) susceptible(s) de communiquer, de façon ponctuelle, des données à caractère personnel du titulaire en lien avec les finalités décrites dans le présent contrat. Ainsi, nous pouvons mettre ces données à disposition de :

- Sociétés tierces fournisseurs des services : Conseillers juridiques, auditeurs, etc.
- Comité d'éthiques et autorités gouvernementales,
- Autres tiers sur ordonnance d'un tribunal, ou requis par un processus juridique ou légal.

En cas de recours à des prestataires de service ayant accès à des données à caractère personnel, le(s) établissement(s) bénéficiaire(s) exige(nt) de ces prestataires de service :

- qu'ils prennent toutes les mesures adéquates pour préserver la confidentialité et garantir la sécurité de ces données,
- qu'ils les traitent conformément au présent contrat, sans les utiliser à d'autres fins.

Sécurisation des données

Le(s) établissement(s) bénéficiaire(s) prendra(ont) les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données à caractère personnel du titulaire du marché, conformément à la législation applicable en matière de sécurité et de confidentialité des données.

Conservation des données

A la fin du marché, si la prestation n'est pas reconduite, le(s) établissement(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à archiver les données et à les conserver conformément aux réglementations en vigueur, et au maximum 10 ans.

14. RESPONSABILITÉS ET ASSURANCE

14.1 Responsabilités et limites

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est seul responsable des dommages :

- causés directement ou indirectement pendant ses interventions :
 - à son personnel, au personnel de l'établissement ou à des tiers ;
 - à ses biens, aux biens appartenant à l'établissement ou à des tiers ;

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le prestataire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dérogée lorsque la preuve établie démontre que le titulaire a été dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de l'établissement, ou par des causes non imputables à la prestation (dérangement et détérioration consécutifs à l'incendie, la foudre, l'humidité, l'inondation, la chaleur ambiante et d'une manière générale à tout événement imprévisible, inévitable et irrésistible).

On entend par intervention perturbatrice, toute action portant directement ou indirectement ou techniquement atteinte au fonctionnement normal de tout élément des installations sous contrat.

14.2 Assurances

Avant tout commencement d'exécution des prestations, le titulaire doit justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion de la mise en œuvre de ses prestations ou causés par la carence des installations et équipements dont il assure.

15. RÉSILIATION

Les conditions de résiliation sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant global et forfaitaire initial hors TVA (hors montant des tranches optionnelles et montant maximum), diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 3,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, la décision de résiliation ne pourra intervenir qu'après l'envoi au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une mise en demeure lui enjoignant de se conformer à ses obligations contractuelles, restée sans effet pendant 15 jours à compter de sa date de réception. La notification vaut information de la sanction envisagée et invitation du titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision correspondante ou, à défaut, à la date de notification de cette décision. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité et pourra se voir réclamer des dommages-intérêts en raison de ses manquements contractuels.

16. EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Les établissements membres du GHT Sud Lorraine peuvent faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible aux établissements de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, ils peuvent y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

17. LITIGES

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché public. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tous les différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché.

Faute d'obtenir un règlement amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Nancy, 5 place Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cedex.

18. MEDiateur INTERNE

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relativement à sa validité, son exécution ou son interprétation.

Afin de faciliter cet objectif de rapprochement des points de vue, en cas de différend entre le titulaire et un des bénéficiaires du marché, le titulaire peut, après avoir mis en œuvre les dispositions des articles 46.1 à 46.3 du CCAG-PI, recourir au médiateur interne du GHT Sud Lorraine en complément des modes de règlement amiable des différends prévus à l'article 46.4 du CCAG-PI.

Le médiateur interne du GHT Sud Lorraine, mis en place dans le souci d'instaurer des relations durables et équilibrées avec les fournisseurs, peut être saisi à l'adresse suivante : **mediateur@chru-nancy.fr**.

Le demandeur indique, dans sa saisine, le numéro du marché ainsi que, le cas échéant, le lot, concerné par le différend. Il décrit l'objet du différend et les démarches entreprises jusque-là par les parties pour s'efforcer de le régler à l'amiable. Il peut joindre toutes pièces utiles au soutien de la demande.

La durée de la procédure de médiation est fixée à deux mois à compter de la réception de la saisine sauf si les parties en décident autrement d'un commun accord. Le médiateur peut à tout moment considérer que la médiation a échoué, et en tout état de cause, si le délai fixé est dépassé. Il en avisera les parties.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation sont confidentiels, sauf quand leur divulgation est nécessaire pour la mise en œuvre de l'accord trouvé par les parties

19. LISTE RÉCAPITULATIVE DES DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-PI :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
6	35
10.2	20
11	35